

## **High Level Report on the future of the Single Market**

### **Input on eligibility of cross-border workers to certain types of special leave**

#### **1. Description of the problem**

Les travailleurs frontaliers ne peuvent pas prétendre au congé spécial pour volontaires des services de secours lorsqu'ils sont volontaires de services de secours dans leur pays de résidence.

Ce congé vise à permettre aux pompiers volontaires, qui parallèlement exercent une activité professionnelle, d'être libérés de cette activité pour :

- suivre ou donner des cours en lien avec leur volontariat ;
- assurer l'encadrement ;
- participer à des missions humanitaires.

Le même constat a lieu à propos du congé politique, pour les frontaliers qui sont élus communaux dans leur pays de résidence. Ils ne peuvent pas bénéficier du congé politique qui permet de les libérer de quelques heures par semaine de leur activité professionnelle pour exercer leur mandat d' élu.

**Voir annex 1 qui décrit la situation dans les pays frontaliers.**

L'hypothèse d'une convocation judiciaire comme juré pose également des soucis en pratique.

**Voir annex 2 qui décrit la situation dans les pays frontaliers.**

#### **2. Root causes of the problem**

Théoriquement, un élu communal luxembourgeois qui travaille dans une entreprise établie à l'étranger pourrait demander un congé politique auprès de celle-ci, et son employeur serait remboursé par la commune concernée. Cette possibilité reste toutefois à la discrétion de l'employeur puisque la loi luxembourgeoise n'est pas opposable à une société non-luxembourgeoise.

De même, les élus frontaliers exerçant un mandat politique dans leur commune de résidence ne peuvent pas prétendre au congé politique et le faire valoir dans leur pays de résidence. En effet, en la teneur actuelle de la législation, un élu d'une commune d'un autre pays que le Luxembourg ne peut pas bénéficier du congé politique, même s'ils travaillent au Luxembourg.

Cela s'explique par le fait que l'entreprise luxembourgeoise ne peut pas demander un quelconque remboursement à la commune ou au ministère compétent du pays frontalier, à défaut d'accord entre les autorités compétentes des deux pays concernés.

#### **3. Future evolution of the problem**

"NTR" (Nothing To Report)

#### **4. Recommendation**

Au même titre que le congé parental, le congé d'aidant ou congé force majeure, ces congés / dispense de travail devraient faire l'objet d'une harmonisation au niveau européen.

À défaut, il faudrait au moins conclure une convention entre le Luxembourg et ses pays voisins afin de permettre aux travailleurs frontaliers de bénéficier du même régime que les résidents.

**Droit au congé politique**

|                        | <b>LUXEMBOURG</b>                                                                                                                   | <b>ALLEMAGNE</b>                                                                                                                                                                     | <b>BELGIQUE</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>FRANCE</b>                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objetif</b>         | permettre aux salariés qui sont bourgmestre, échevin ou conseiller communal, d'exercer leurs mandats ou fonctions                   | Pas de congé politique à proprement dit.<br>Mais salariés membres bénévoles d'un conseil municipal ou qui exercent d'autres mandats publics doivent être libérés par leur employeur. | Permettre aux salariés de s'absenter de leur travail pour exercer un mandat politique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | le salarié exerçant un mandat local peut bénéficier d'autorisations d'absence pour assister à certaines réunions et d'un crédit d'heures lui permettant de remplir ses obligations d' élu.                                             |
| <b>Durée</b>           | entre 5 et 40 h/ semaine selon, le nombre de membres composant le conseil communal et la fonction des élus.                         | Le temps des réunions.                                                                                                                                                               | Selon fonction ou mandat exercés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Ces droits varient en fonction du mandat du salarié (élu municipal, départemental ou régional).<br><a href="https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2310">https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2310</a> |
| <b>Prise en charge</b> | L'employeur est tenu de libérer le salarié et se fait rembourser par le ministère de l'Intérieur les heures d'absences en question. | Les employeurs ne doivent pas continuer à verser le salaire, car les bénévoles sont indemnisés par l'État pour leur manque à gagner                                                  | Maintien rémunération, sauf bourgmestre, échevin, président ou membre d'un bureau d'un conseil de district ou président d'un centre public d'aide sociale. Les employeurs peuvent obtenir trimestriellement le remboursement auprès de l'institution au sein de laquelle le travailleur remplit son mandat ou sa fonction.<br><a href="https://emploi.belgique.be/fr/themes/jours-feries-et-conges/conge-politique#toc_herading_3">https://emploi.belgique.be/fr/themes/jours-feries-et-conges/conge-politique#toc_herading_3</a> | L'employeur n'a pas l'obligation de rémunérer les temps d'absence du salarié. Les pertes de revenu subies par le salarié élu municipal qui ne bénéficie pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune.           |

## Annex 2 : Convocation judiciaire comme juré

|                                       | LUXEMBOURG                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | ALLEMAGNE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | BELGIQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | FRANCE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif</b>                       | Dispense de service au salarié pour l'accomplissement de ses droits et devoirs civiques, sans limitation géographique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Les travailleurs ont le droit d'être libéré pour se rendre à une audience judiciaire. Le devoir civique prime sur l'obligation de prêter le travail. Ils n'ont pas besoin de poser de congé pour cela.<br><br>En revanche, une personne qui doit se présenter au tribunal par sa propre faute n'est pas rémunérée. Cela concerne par exemple les accusés dans une procédure pénale. | L'employeur doit libérer le salarié de ses obligations professionnelles pour lui permettre de siéger à la cour d'assises. Le contrat de travail est suspendu pendant la période de session.                                                                                                                            | L'employeur doit libérer le salarié de ses obligations professionnelles pour lui permettre de siéger à la cour d'assises. Le contrat de travail est suspendu pendant la période de session.                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Définitions</b>                    | <p><b>Les droits civiques</b> permettant de participer à la vie publique et politique, de pouvoir se porter candidat à des emplois publics, d'être électeur (et de voter aux élections) ou encore d'être éligible.</p> <p><b>Les devoirs civiques</b> sont essentiellement celui d'accomplir son service national ou de témoigner en justice ou d'être juré.</p> <p>Ces deux types de convocation ne peuvent pas être refusés par la personne convoquée, sauf difficultés graves. La personne ne se présentant pas à une convocation de juré encourt des peines d'amende.</p> <p>La <b>dispense de travail</b> implique la non-prestation de travail tout en étant rémunéré. Si cela peut être admis pour une dispense de quelques heures en tant que témoin, assesseur au Tribunal, etc., cela semble plus difficile pour une session d'assises qui peut s'étaler sur plusieurs semaines.</p> |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Hypothèses visées dans le pays</b> | Convocation en justice comme témoin                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Convocation en justice comme témoin                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Convocation en justice comme témoin et convocation comme juré d'assises.                                                                                                                                                                                                                                               | Convocation en justice comme témoin et convocation comme juré d'assises.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Indemnisation</b>                  | Le salarié a droit au maintien de son salaire ou traitement pour ces dispenses de services.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Les personnes appelées à témoigner ont droit au remboursement de leurs frais, y compris la perte de salaire. Pour ce faire, le témoin reçoit un formulaire lors de son rendez-vous au tribunal, qu'il doit remettre à                                                                                                                                                               | <p>L'employeur continue à rémunérer le salarié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans remboursement pour les 5 premiers jours</li> <li>- et, ensuite, il sera remboursé par le ministère de la Justice belge.</li> </ul> <p>Si l'employeur ne continue pas de le payer après le 6<sup>ème</sup> jour,</p> | <p>L'employeur est dispensé de verser la rémunération pendant le temps de l'absence. Il peut aussi la continuer.</p> <p>Les 2 hypothèses se présentent en pratique.</p> <p>Un témoin, comme un juré d'assises a droit au versement de diverses indemnités compensatrices. Certaines indemnités sont destinées à couvrir la perte des revenus professionnels pendant le temps du procès avec application d'un plafond.</p> |

|                    |                                                                                                                                                                                                    |                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                    |                                                                                                                                                                                                    | la caisse du tribunal après sa déposition. | <p>le salarié demande une indemnisation directement au ministère.</p> <p>En plus, le juré touche une quarantaine d'euros par jour presté, ainsi que des frais de déplacement.</p>                                                                                         | <p>D'autres servent à couvrir les frais occasionnés par la participation aux enquêtes, audiences ou sessions de la cour d'assises : repas, déplacement et hébergement.</p> <p>Ces indemnités ne sont pas versées d'office, il faut les demander à la régie d'avances du Tribunal de grande instance ou de la Cour d'appel (au greffe de la cour d'assises pour les juridictions dépourvues de régies d'avances, comme en Alsace-Moselle).</p> <p><a href="https://www.justice.fr/fiche/jure-assises">https://www.justice.fr/fiche/jure-assises</a></p> |
|                    | L'employeur peut demander à la juridiction du travail de décider, le cas échéant, une réduction de la rémunération du salarié ou même, le cas échéant, la résiliation du contrat pour motif grave. |                                            |                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Frontaliers</b> | Loi luxembourgeoise inopposable aux employeurs frontaliers. Nécessité d'une convention ou accord entre Etats.                                                                                      |                                            | Selon les informations reçues d'une Cour d'assises de la province de Luxembourg, l'employeur luxembourgeois n'est pas tenu de continuer à payer le salarié. Ce dernier ne touche que l'indemnité versée par le ministère qui ne couvre pas forcément sa perte de salaire. | Selon les informations reçues de la Cour d'assises de Nancy, en l'absence de convention bilatérale entre la France et le Luxembourg, si l'employeur refuse de libérer le salarié et le menace de licenciement, la Cour dispense le salarié d'être juré dans ce cas. Il arrive que certains employeurs acceptent de libérer le salarié convoqué comme juré.                                                                                                                                                                                             |